

L'ouest algérien toujours envahi par la drogue marocaine

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4151 - Mardi 18 avril 2017 - Prix : 10 DA

Célébration du 37^e anniversaire
du printemps amazigh

Un Salon dédié au patrimoine
ouvert à Tizi Ouzou

Abstention, majorité à l'APN et prérogatives des communes...

Les discours s'échauffent au 9^e jour de campagne électorale

Une victoire
au goût
de la défaite

Par Mohamed Habili

L'éventualité était sérieuse à la veille du référendum en Turquie sur le changement de régime voulu par le président Erdogan que le oui ne l'emporte que de peu sur le non. Or non seulement c'est cela qui s'est produit dimanche, avec un écart d'ailleurs plus petit que prévu, mais les trois principales villes du pays, jusque-là majoritairement acquises au parti d'Erdogan, ont voté contre l'amendement constitutionnel accordant les pleins pouvoirs au président. Les partisans du oui se sont efforcés de fêter ce qui dans les formes reste une victoire, mais à l'évidence le cœur n'y était pas. Aussi contestée qu'elle soit par l'opposition, qui exige le décompte d'une bonne proportion des voix exprimées, cette victoire n'en est pas moins assurée, compte tenu non pas des conditions de transparence dans lesquelles elle a été obtenue, mais de l'état d'exception qui y a présidé, en conséquence du coup d'état manqué de juillet 2016. Dans un tout autre contexte, cette révision constitutionnelle non seulement ne serait pas passée, mais il n'y aurait même pas eu de référendum pour tenter de la faire adopter. Et pour cause, elle est le produit direct du putsch étrange de juillet dernier, et tout autant bien sûr de l'état d'urgence qui s'en est suivi. Le putsch lui-même, si tant est qu'il en soit réellement un, n'avait d'autre objet que d'empêcher le passage du régime parlementaire au régime présidentiel, voulu par le pouvoir en place.

Suite en page 3

1 euro pour 190 DA au change au noir

Flambée de la devise au marché parallèle



Pas de bureau de change ni d'allocation touristique pour un voyage digne de ce nom. A cause de la fermeture du système bancaire algérien vis-à-vis des citoyens, ces derniers n'ont d'autre choix que de se rabattre sur le marché parallèle. Mais en raison de la flambée constante de la devise, ils payent trop cher par rapport à sa valeur officielle. Lire page 2

Traitements prophylactiques à domicile et éducation thérapeutique
De «grandes avancées» dans la prise en charge des hémophiles en Algérie

Médailles «Athir» et «Achir»
Des hommes de lettres et des artistes décorés par Bouteflika

1 euro pour 190 DA au change au noir

Flambée de la devise au marché parallèle

■ Pas de bureau de change ni d'allocation touristique pour un voyage digne de ce nom. A cause de la fermeture du système bancaire algérien vis-à-vis des citoyens, ces derniers n'ont d'autre choix que de se rabattre sur le marché parallèle. Mais en raison de la flambée constante de la devise, ils payent trop cher par rapport à sa valeur officielle.

Par Yacine Djadel

Le marché noir de la devise a encore atteint son pic hier au square Port Saïd d'Alger. Contrairement au change officiel effectué en banque où pour 1 euro il faut 117.1493 DA, soit près de 120 DA, lorsqu'on fait le change au marché parallèle de la devise 1 euro est cédé à pas moins de 181.90 DA, soit près de 190 DA. Un écart assez important. Ainsi, en plus de son illégalité, le circuit parallèle de la devise de par sa cherté est devenu inabordable. D'ordinaire, avant l'entame de la saison estivale, que ce soit en banque ou au noir, l'euro enregistre généralement une baisse. Car avec la disponibilité de liquidité ramenée principalement par la communauté algérienne établie à l'étranger, la valeur et le taux de change de la monnaie unique européenne connaissent des périodes d'accalmie où le citoyen utilisateur d'euro peut l'obtenir à 1 pour 170 DA ou moins parfois. Néanmoins, cela fait longtemps que le marché de change n'a pas connu une baisse en-dessous d'un euro pour 180 DA. Une situation due aussi à la dépréciation incessante de la monnaie nationale depuis



quelque temps. Mais les raisons à l'origine de toutes ces contraintes de transactions bancaires spécifiques au pays sont multiples. L'absence de bureau de change et d'allocation touris-

tique pour un voyage digne de ce nom figurent parmi d'autres motifs. Par conséquent, à cause de la fermeture du système bancaire algérien vis-à-vis de ses citoyens, ces derniers n'ont

d'autre choix que de se rabattre sur le marché parallèle. Mais en raison de la flambée constante de la devise, ils payent trop cher par rapport à sa valeur officielle. «Je viens de faire le change au

marché noir du square. J'ai acheté la somme de 400 euros à 75 000 DA, en bénéficiant toutefois d'une petite réduction car je connais la personne. Le taux de 1 euro pour 18.90 DA ne m'arrange pas du tout, car si c'était en banque j'aurais payé 46 000 DA. Vous pouvez constater une perte de 29 000 DA, de quoi payer mon billet d'avion», a déploré Rabah, un jeune enseignant qui a coutume de voyager. «Ils veulent nous étouffer dans ce pays, mais nous n'avons pas le choix. C'est pour cette raison que les gens sont contraints de faire leur change malgré tout», a-t-il ajouté. Outre les citoyens qui payent les pots cassés d'un système bancaire figé, il est important de rappeler, également, les retombées néfastes qu'il peut y avoir sur le tourisme et l'économie nationale en générale. Des pertes en devises et fuites fiscales qui se comptent par milliards, lorsqu'on constate que toutes ces sommes colossales transitant par le circuit illicite de la devise échappent au fisc et à toute imposition. En somme, il est clair qu'avec le rythme de dévaluation que l'on connaît au dinar en ce moment, l'euro continuera, probablement, à flamber durant longtemps.

Y. D.

Traitements prophylactiques à domicile et éducation thérapeutique

De «grandes avancées» dans la prise en charge des hémophiles en Algérie

Introduction des traitements prophylactiques à domicile, éducation thérapeutique des malades hémophiles mais aussi la disponibilité du traitement et de médicaments, sont les principales avancées dans la prise en charge des hémophiles, citées par les spécialistes à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'hémophilie. Ainsi, lors de cette journée, les participants ont dressé un état des lieux de la prise en charge de l'hémophilie en Algérie. Le professeur Smail Mesbah, directeur général de la prévention au ministère de la Santé, a dans ce sens rassuré sur le fait que «depuis quelque temps, on enregistre une nette amélioration dans le traitement de la pathologie. Les traitements nécessaires sont disponibles, en Algérie, et ils sont gratuits pour tout le monde, comme pour ceux qui sont sous prophylaxie, qui est un traitement préventif qu'on commence, chez l'enfant malade, à l'âge de deux ans».

«La prise en charge de cette catégorie s'est bien améliorée par rapport aux dix dernières années, notamment en termes de disponibilité des médicaments, et ce, grâce aux multiples efforts des autorités», a déclaré le professeur Smail Mesbah. En référence aux recommandations de la Fédération mondiale de

l'hémophilie, le ministère de la Santé a entrepris l'introduction du traitement prophylactique chez les hémophiles et à son adaptation avec les experts à notre contexte national, explique encore le professeur Mesbah. Une avancée majeure dans le traitement de cette pathologie, ajoute-t-il. Parmi les autres mesures prises par le département de la santé pour améliorer la prise en charge des malades, le professeur souligne l'intégration de la sécurité des patients, notamment dans les cas de vaccin, de circoncision ainsi que la conduite recommandée devant ces cas en milieu scolaire.

Pour prendre en charge cette population, 7 milliards de dinars ont été consacrés, notamment à l'importation des médicaments pour traiter cette maladie, soit une multiplication de six en l'espace de six ans, fera savoir M'hamed Ayad, directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH). «Tous les médicaments sont disponibles. La situation est actuellement maîtrisée. Depuis 2010 jusque-là, la prise en charge des hémophiles a connu un saut qualitatif. Elle est passée de 760 millions de dinars en 2010 à 7 milliards de DA en 2016», explique encore le directeur général de la PCH.

Dans sa présentation, le professeur Meriem Belhani, chef de

service à l'hôpital de Beni Messous, souligne que 2 360 nouveaux cas ont été enregistrés durant l'année en cours. Un état des lieux qui montre bien une nette augmentation du nombre de cas depuis plus d'une décennie. Les malades pris en charge dans les différents services, sont aujourd'hui intégrés dans les programmes prophylactiques. «Ce qui permet d'éviter les hémarthroses et d'assurer une certaine autonomie. Comme c'est aussi un moyen d'intervention rapide, un meilleur contrôle de la douleur et surtout il

ralentit la détérioration des articulations», insiste le professeur. Elle a également mis l'accent sur l'éducation thérapeutique des malades et de leurs parents. «Elle est essentielle dans l'amélioration de la prise en charge. Le challenge aujourd'hui est de rendre autonomes les patients (auto-traitement) et de prévenir les complications de la maladie par un traitement et un suivi régulier, dont il faudra définir les modalités», estime le professeur Belhani. L'hémophilie pourra ainsi se traiter par soi, les complications pourront être préve-

nues et la personne atteinte d'hémophilie aura une qualité de vie meilleure, ajoute-t-elle encore. Néanmoins, comme l'ont souligné les médecins spécialistes au cours de cette journée, dont les travaux se sont déroulés à l'hôtel Sofitel d'Alger, «il n'en demeure pas moins que des efforts soutenus sont à déployer afin de mieux informer sur cette maladie, parce que ces malades font encore face à d'énormes difficultés dans leur vie quotidienne».

Louiza Ait Ramdane



Ph/E. Soraya J. A.

D'énormes quantités saisies et des réseaux démantelés

L'ouest algérien toujours envahi par la drogue marocaine

■ Malgré les efforts de l'Etat, les quantités de résine de cannabis et d'autres stupéfiants saisis ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus que jamais, le pays est inondé de drogue provenant du Maroc voisin.

Par Meriem Benchaouia

La consommation de la drogue, sous toutes ses formes, est un fléau qui progresse à un rythme hallucinant en Algérie. La sonnette d'alarme a, plusieurs fois, été tirée par différents organismes aussi bien sécuritaires que socio-éducatifs. Le phénomène qui touche toutes les couches sociales, sans distinction aucune, ne fait pas marche arrière, il gagne plutôt du terrain. Malgré les efforts de l'Etat, les quantités de résine de cannabis et d'autres stupéfiants saisis ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus que jamais, le pays est inondé de drogue provenant du Maroc voisin. Et le plus gros provient des frontières Ouest. D'ailleurs, cette région a enregistré ces derniers mois d'importantes saisies de drogue provenant du Maroc. Des mesures sécuritaires strictes sont déployées de manière étudiée tout au long de la bande frontalière pour limiter l'activité des narcotrafiants. Comme riposte, l'Algérie a renforcé ses dispositifs de lutte contre les stupéfiants et le résultat est perceptible. Des résultats tangibles, notamment en termes de saisies de quantités énormes de kif traité, de psychotropes et de démantèlement de réseaux. A cet effet, les forces de police ont effectué lors de la semaine écoulée des opérations



Ph. F. Soraya/J. A.

différentes à travers plusieurs wilayas qui ont permis la saisie de plus de 8 quintaux de kif traité et 25 000 comprimés de psychotropes, selon le communiqué de la DGSN. La plus importante opération est intervenue à Oran, où il a été saisi par les policiers plus de 04 quintaux de kif, suite à des informations parvenues à leurs services, indiquant qu'une bande de malfaiteurs organisée activait dans le trafic de drogue à travers plusieurs wilayas. L'exploitation des renseignements a permis l'arrestation des membres de la bande en question et la saisie de la quantité de drogue précitée. En effet, les services de la sûreté de la wilaya d'Oran ont démanté-

lé deux réseaux internationaux de trafic de drogue. Les deux réseaux activaient à partir des frontières Ouest du pays pour étendre leurs activités à d'autres pays. Les réseaux sont composés de trois individus, des repris de justice, âgés entre 50 et 55 ans, versés dans le trafic et la commercialisation de drogue. Les mis en cause ont été arrêtés, précise-t-on de même source. Les deux opérations, menées au niveau de la wilaya d'Oran et dans d'autres régions, ont permis la saisie de sept véhicules dont deux camions, utilisés pour le transport de la drogue. Par ailleurs, la Brigade de recherche et investigation de la police judiciaire de la

sûreté de wilaya d'Oran a procédé à l'arrestation de quatre individus en possession de 5 kg de kif traité et 900 comprimés de psychotropes devant être écoulés au marché local. D'autres part, les services de sûreté de la wilaya de Naâma ont procédé à la saisie de 4 quintaux et 80 kg de kif traité ainsi que ceux de la wilaya de Relizane qui ont saisi 4 kg et 592 g de kif traité durant la même semaine. Près de 24 922 comprimés de psychotropes ont été saisis dans les wilayas de Ghardaïa, à savoir 24 634 et Alger 288. Les éléments de sûreté des wilayas de Boumerdès et de Ouargla ont effectué une saisie de 3 660 bouteilles de boissons alcoolisées. **M. B.**

Abstention, majorité à l'APN et prérogatives des communes...

Les discours s'échauffent au 9^e jour de campagne électorale

«Une forte participation au scrutin du 4 mai signifiera la réussite du rendez-vous électoral, un succès qui donnera, du coup, davantage de légitimité et de crédibilité aux institutions élues et au gouvernement, appelés à opérer de profondes réformes pour redresser l'économie du pays». C'est là une déclaration faite hier par Amara Benyounés, secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA), lors d'un meeting électoral tenu à Bouira.

Le spectre de l'abstention de vote pour les législatives du 4 mai prochain se faisant de plus en plus présent, tant au sein des des formations politiques en lice pour cette échéance électorale que pour l'administration, le patron du MPA a tenu à mettre en garde les Bouirais contre les conséquences dangereuses d'une telle position. «Le boycott ou un très faible taux de participation conduira le pays à une impasse», a-t-il averti. Citant la situation en Syrie, en Libye, en Irak, «où les guerres ne profitent qu'aux pays occidentaux qui

cherchent à préserver leurs intérêts dans ces régions», Benyounés avertira son public que l'«impasse politique ou les protestations de rue qui s'ajoutent à la crise que traverse l'Algérie ne mèneront pas à des solutions à nos problèmes, par contre, elles sèmeront l'anarchie dans le pays». «De ce fait, nous sommes tous tenus d'agir pour une démocratie calme et sereine afin de pouvoir trouver de véritables solutions à tous les maux qui nous rongent», lancera-t-il. Aussi, a-t-il appelé la population de Bouira à aller «en masse aux urnes le 4 mai prochain pour participer à la prise de décision dans les réformes économiques et politiques devant être opérées». «Les Algériens et Algériennes doivent s'unir pour préserver la stabilité et la paix sociale dont jouit le pays, après des années de violence et d'effusion de sang», lancera-t-il à ce sujet.

Par ailleurs, énonçant le volet économique du programme de son parti, Benyounés réitérera, à cette occasion, sa position libé-

rale, estimant que l'Etat doit mettre un terme au système économique actuel «fondé sur le socialisme et la bureaucratie». Et d'ajouter, à ce propos, que «nous devons créer une économie nationale basée sur des principes scientifiques planifiés pour concrétiser la justice sociale et lutter contre la corruption». D'autre part, sur la régression du taux de la devise estimée à 70% due à la crise pétrolière, le patron du MPA considérera que pour y faire face «de profondes réformes basées essentiellement sur le développement de l'agriculture et la mobilisation de la force juvénile du pays» sont nécessaires.

D'autre part, Benyounés, garanties faites aux différents partis politiques à l'appui, se dira confiant quant au déroulement «dans la transparence» du prochain scrutin. En effet, convaincu qu'«il n'y aura pas de fraude» lors des échéances électorales du 4 mai prochain, il expliquera que «les représentants des partis politiques peuvent tous avoir des procès-verbaux sur le déroule-

ment des opérations du vote dans les bureaux et centres à travers le pays». «Nous devons surveiller et contrôler nos voix», a-t-il ajouté, avant de rendre hommage à l'ensemble des corps de services de sécurité qui «ont sacrifié leur vie pour protéger le pays contre le terrorisme aveugle». A l'instar de Amara Benyounés, les chefs de partis politiques engagés dans les législatives de 2017 ont continué hier à mener leur campagne électorale à travers le pays. Leurs discours étant axés sur la nécessité du vote massif, du renforcement du front interne, de la préservation de la sécurité et de la stabilité tant politique qu'économique du pays, comme conditions tributaires de la relance socio-économique du pays. Ils tenteront toutefois de diversifier un tant soit peu leurs propos afin de susciter l'intérêt de leurs électeurs.

C'est ainsi que Djamel Ould Abbès, SG du parti du Front de libération nationale (FLN), a fait savoir, lors de son meeting à Constantine, que son parti

LA QUESTION DU JOUR

Une victoire au goût de la défaite

suite de la page Une

Son échec implique nécessairement ce qu'il n'a pas pu empêcher. En soi donc cette révision n'est que la légalisation d'un état de fait. Autrement dit, le président turc jouit déjà des pouvoirs consignés dans l'amendement constitutionnel, et qu'il n'est censé exercer qu'au terme de son mandat actuel, et pour autant qu'il est alors réélu. Or voilà que l'hyper-président Erdogan n'est plus tout à fait le même homme après qu'avant le référendum. Il avait besoin d'une victoire à la mesure des pleins pouvoirs qu'il s'est accordés. N'en ayant obtenu qu'une de fort modeste, et en plus de contestée, dans un pays plus que jamais divisé, il se peut bien que ce qui devait être son sacre ne soit en réalité que le signe annonciateur de son déclin. Dans cette affaire, il n'est peut-être qu'une seule chose dont il faut l'accréditer : il n'a pas cherché à faire en sorte que la sanction des urnes lui soit largement favorable. L'idée peut-être ne lui en serait même pas venue, lui si habitué à gagner les élections. Le plus inquiétant pour lui est qu'une partie de son électoral lui a fait défaut dimanche dernier, comme en témoigne principalement le fait que les grandes villes du pays n'ont pas voté en sa faveur. Mais comme quelqu'un l'a dit non sans malice, si sa victoire a un goût de défaite, la défaite de ses adversaires ne peut avoir quant à elle de la victoire que le goût. Pour qu'une victoire se transforme en défaite, et une défaite en victoire, il faut bien plus qu'une échéance électorale, gagnée par les unes et perdue par les autres. Ce sont les événements se développant à partir de ce moment qui seuls en décideront. Or ils sont pour l'essentiel imprévisibles.

M. H.

œuvre et espère «dérocher la majorité absolue» à l'Assemblée populaire nationale, réitérant l'engagement de son parti à «remettre le flambeau entre des mains qui préserveront l'unité et la stabilité du pays».

Ahmed Ouyahia, SG du Rassemblement national démocratique (RND), qui lui était à Hassi Rmel dans la wilaya de Laghouat, prônant l'élargissement des prérogatives des communes dans la gestion dans le but de consacrer le principe de décentralisation à même de booster l'économie locale, a affirmé, lors d'un meeting populaire, «l'engagement» de sa formation politique «à améliorer le climat de l'investissement en le libérant de la centralisation de la décision».

Linda N.

Journée des prisonniers palestiniens

1 300 détenus en grève de la faim dans les geôles israéliennes

■ La Journée internationale de solidarité avec les prisonniers palestiniens, célébrée le 17 avril, est marquée cette année par une grève de la faim massive, entamée lundi dans les geôles israéliennes, par plus d'un millier de détenus qui réclament notamment la fin des conditions de détention insupportables et illégales et dénoncent «un apartheid judiciaire».



Par Younés D.

A l'occasion de cette journée célébrée chaque année depuis plus de 40 ans, environ 1 300 détenus palestiniens ont commencé lundi matin leur grève de la faim illimitée dans le cadre de ce mouvement collectif sans précédent, lancé par le parti Fatah et dirigé par l'un des plus emblématiques prisonniers Marwan Barghout, auquel se joindront des centaines de détenus de tous partis.

Ce chiffre (1 300) «pourrait augmenter dans les heures à venir», a déclaré, dans ce sens, Issa Qaraqee, chargé de la question des prisonniers au sein de l'Autorité palestinienne. «Selon les informations dont nous disposons pour le moment, 1 500 prisonniers refusent de se nourrir», a précisé de son côté Amani Sarahneh, porte-parole

du Club des prisonniers palestiniens. La grève de la faim vise à «mettre fin aux abus» de l'administration pénitentiaire israélienne, a expliqué l'initiateur de ce mouvement, Marwan Barghout, dans une tribune envoyée au quotidien *New York Times* depuis sa prison de Hadarim (en Israël) où il est condamné à la perpétuité.

«Les prisonniers palestiniens souffrent de torture, de traitements dégradants et inhumains et de négligence médicale, certains ont été tués en détention», a dénoncé Barghout, qui avait été un des animateurs les plus emblématiques du soulèvement contre l'occupant israélien entre 2000 et 2005. Il a, en outre, dénoncé «un apartheid judiciaire qui garantit une impunité pour les Israéliens ayant commis des crimes contre des Palestiniens et criminalise la résistance palestinienne».

Le mouvement de grève, «un test» pour l'occupant

Depuis 1967 et l'occupation par l'armée israélienne des Territoires palestiniens, plus de 850 000 Palestiniens ont été emprisonnés par Israël. Ces dernières années, plusieurs détenus se sont lancés dans des grèves de la faim individuelles pour protester contre leur détention arbitraire. Pour eux, la seule arme est la grève de la faim, ils en ont mené de nombreuses au fil des décennies d'occupation, certaines très longues, beaucoup d'entre elles victorieuses. Parmi les 6 500 Palestiniens actuellement détenus dans les prisons israéliennes, figurent 62 femmes et 300 mineurs (garçons et filles). Environ 500 d'entre eux sont sous le régime extra-judiciaire de la détention administrative qui permet une incarcération sans

procès ni inculpation. Treize députés palestiniens sont aussi emprisonnés, selon des chiffres officiels.

Cette fois-ci, pour la première fois depuis des années, il a été décidé d'un mouvement collectif, qui pourrait être «un test» pour l'occupant israélien et qui constitue «une réponse aux violations incessantes des droits fondamentaux des prisonniers qui sont mal traités», prévenait il y a quelques jours Qaddoura Farès, qui dirige le Club des prisonniers palestiniens, l'ONG qui fait autorité dans les Territoires occupés sur la question des détenus.

Issa Qaraqee et Qaddoura Farès indiquent que cette grève de la faim inédite constituera «un nouveau départ et un changement stratégique dans la vie et l'histoire du mouvement des prisonniers. Cela leur donnera une reconnaissance de leur rôle national et une légitimité face aux attaques et lois israéliennes arbitraires contre les droits des prisonniers». Cette action, présentent-ils, a pour but aussi «de renforcer le travail collectif et l'unité nationale, à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons et de redonner au mouvement prisonnier sa dignité, sa combativité et sa résistance», étant donné que les négociations entamées avec l'administration pénitentiaire sur le respect des droits et de la dignité des détenus, conformément au droit international et aux conventions de Genève, sont au point mort.

Revendications médicales et humanitaires des prisonniers

La Journée des prisonniers palestiniens permet de mettre à nu les exactions auxquelles se livre l'occupation israélienne au mépris des lois et valeurs universelles, en autorisant toutes sortes de violations à l'encontre des détenus, notamment la torture, l'alimentation forcée et l'ar-

restation d'enfants. Saisissant une nouvelle fois cette occasion, les prisonniers réclament la fermeture «du soi-disant hôpital de la prison de Ramleh, structure inadaptée et incapable de donner le minimum de soins nécessaires», l'instauration des examens médicaux périodiques aux prisonniers, selon un communiqué de l'Association du club des prisonniers.

Ils exigent aussi l'entrée des médecins de différentes spécialités pour inspecter les prisonniers, la libération des prisonniers malades, en particulier les personnes handicapées et celles atteintes de maladies incurables.

S'agissant des revendications humanitaires, les prisonniers réclament, outre la réorganisation des points de passage, un traitement humain lors des transferts, le rapatriement rapide des prisonniers de retour des cliniques ou des tribunaux, et de ne pas les retenir au niveau des points de passage. En outre, les prisonniers revendiquent le respect du droit à des visites familiales, comme ils réclament la fin de la politique de l'isolement et de la détention administrative. Par ailleurs, la présidence palestinienne a appelé les autorités d'occupation israéliennes à répondre à ces demandes pour «la liberté et la dignité des prisonniers». En revanche, les autorités israéliennes auraient déjà fait savoir qu'elles ne céderaient pas et que les grévistes paieraient le prix de leur mouvement. On craint l'alimentation forcée des prisonniers et de violentes représailles. Outre la grève de la faim, des milliers de Palestiniens ont défilé dans différentes villes de Cisjordanie occupée et de la bande de Gaza, à l'appel d'ONG, des différents partis et du gouvernement palestiniens, à l'occasion de la Journée internationale des prisonniers palestiniens, selon des médias.

Y. D./APS

El Kala

Lancement d'une formation en aquaculture

Une session de formation en aquaculture intégrée au profit de 23 agriculteurs de la région d'El Tarf a été lancée, hier, à l'École de pêche et de formation technique de la pêche et d'aquaculture (EFTPA) d'El Kala, a-t-on constaté. Organisée en étroite collaboration entre la direction de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH) et les services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Tarf, cette session, la première du genre, vise, a souli-

gné le chef de l'exécutif local, Mohamed Lebka, à former les agriculteurs sur les techniques d'élevage de poissons dans les bassins hydriques devant permettre d'intégrer le créneau de l'aquaculture avec les activités agricoles. L'accent a été, à cette occasion, mis sur l'importance de cette formation, assurée par trois ingénieurs en biologie marine, et appelée à ouvrir «aux agriculteurs de nouvelles opportunités en matière d'aquaculture

pour promouvoir la filière tout en préservant l'activité principale, à savoir l'agriculture». S'inscrivant dans le cadre de la stratégie nationale portant intégration de l'aquaculture dans le développement rural et les activités agricoles, cette première session sera suivie par d'autres en fonction des besoins exprimés par la DSA, ont affirmé les responsables des secteurs de la pêche et l'agriculture. Les différents thèmes devant être développés

durant ce stage de dix jours, lequel sera suivi d'une période de stage pratique prévue au niveau d'une ferme pédagogique aménagée dans la région d'El Kala, ont été également détaillés. Le premier lâcher d'alevins est attendu à El Tarf pour le mois de juin prochain, a-t-on également affirmé en indiquant que la pisciculture est appelée à connaître un essor à la mesure des efforts consentis dans le cadre de cette première expé-

rience en matière d'intégration de l'aquaculture dans les exploitations agricoles au niveau de cette wilaya où un projet d'élevage de crevettes, à El Battah, a été validé récemment. D'un investissement de 150 millions de dinars, ce projet, devant générer 30 postes d'emplois, sera réalisé sur une superficie de 10 hectares, avec une production annuelle prévisionnelle de 150 tonnes de crevettes.

Hani Y.

Finances

Convention entre le ministère et l'Institut d'économie douanière et fiscale

■ Une convention de formation a été signée, à Alger, entre le ministère des Finances et l'Institut d'économie douanière et fiscale (Iedf), en présence du ministre délégué auprès du ministre des Finances chargé de l'Economie numérique et de la modernisation des systèmes financiers, Moutassam Boudiaf.

Par Salem K.

La convention porte sur un large programme de formation destiné au management des projets de modernisation des systèmes financiers. En effet, le ministère des Finances s'est engagé résolument dans la voie de la modernisation non seulement de son administration dans toutes ses composantes, mais aussi du secteur bancaire, celui des assurances et du marché financier, a expliqué M. Boudiaf lors de la cérémonie de signature. La modernisation a touché toutes les activités du secteur des finances, qui est «une démarche d'ensemble qui se veut cohérente et intégrée, créant ainsi les synergies nécessaires pour porter l'économie algérienne vers le développement et la croissance durable», a-t-il poursuivi. Selon lui, cette modernisation s'appuie nécessairement sur la dimension technologique qui «va propulser



Moutassam Boudiaf ministre délégué chargé de l'Economie numérique

cette démarche dans le monde de l'économie numérique». Ce facteur technologique, a-t-il affirmé, est adossé à la mise en place de «systèmes d'information fiables, performants et suffisamment intégrés pour produire de l'information pour les besoins

de gestion des activités, d'une part, et les besoins d'études, de prévision et de prospective, d'autre part». Avec cette modernisation qui repose aussi, et surtout, sur la qualité du capital humain pour la faire avancer, une multitude d'actions sont

développées pour l'accompagner, a expliqué le ministre. Aujourd'hui, il est ainsi mis au bénéfice de l'administration des Finances et du secteur financier, une offre globale de formation, portée par un établissement du secteur qui est l'Iedf, a-t-il précisé. A ce propos, il a fait savoir qu'un «riche programme» de formation était orienté vers une priorité absolue dans la conduite de cette démarche, qui est le management des projets de modernisation des systèmes financiers. Le secteur des Finances «doit disposer de suffisamment de ressources dans ce domaine, pour que les différents projets développés puissent connaître un management de qualité alliant professionnalisme, efficacité et efficience», a avancé M. Boudiaf. Le programme de formation «est développé sur plusieurs blocs de compétences de manière à répondre aux besoins de l'ensemble des

acteurs du secteur», tendant au final à préparer les chefs de projets à une certification selon les normes internationales, dans ce domaine d'activité stratégique, a-t-il soutenu. La nouvelle formation programmée suit celle déjà engagée en mars dernier avec l'Institut supérieur de gestion et de planification (Isgp) pour la préparation d'un Master professionnel en économie numérique, a-t-il rappelé. Lors du point de presse organisé à cet effet, la question récurrente posée à M. Boudiaf a porté sur le volume de transactions électroniques générées par les nouveaux instruments de paiement électronique lancés récemment, en l'occurrence l'e-paiement et le télépaiement adossé à la télédéclaration fiscale. Sur ce point, il a déclaré que l'évolution était «significative» et qu'à partir de l'année 2022 le volume atteindrait au moins le milliard de transactions. S. K.

Douanes

Renforcer les missions assumées par l'administration douanière

Le nouveau code des douanes prévoit de nouveaux mécanismes à même de renforcer diverses missions assumées par l'administration douanière, a indiqué, dimanche à Ouargla, le directeur de la législation, la réglementation et les échanges commerciaux à la direction générale des Douanes algériennes. Intervenant lors d'un séminaire régional, tenu au siège de la direction régionale

des Douanes algériennes, sur «la généralisation et la vulgarisation des nouvelles dispositions prévues par le nouveau code des douanes», Larbi Sayed a indiqué que ce nouveau code prévoit plusieurs mécanismes à même de consolider les missions économiques, sécuritaires et fiscales faisant partie des missions dévolues à l'administration des douanes. Ce nouveau code, a-t-il expliqué, renferme aussi

d'autres volets et facilités susceptibles de renforcer la compétitivité des entreprises et d'assurer un meilleur accompagnement des opérateurs économiques, car constituant un cadre de pratique et de régulation des échanges dans un espace commercial garantissant la pérennité et la transparence. Dans son intervention, le directeur régional des Douanes algériennes à Ouargla, Rachid

Kerrouche, a indiqué que la révision du code des douanes visait en premier lieu l'accompagnement des opérateurs économiques. Troisième du genre à l'échelle nationale, cette rencontre, retenue au titre du programme de l'administration générale des Douanes algériennes, s'est déroulée en présence de cadres des directions régionales des douanes de Ouargla et de Laghouat et des

directeurs de wilaya des deux régions, ont indiqué les organisateurs. Cette rencontre vise la vulgarisation de l'uniformisation des procédures de dédouanement en direction des agents douaniers locaux qui auront, pour leur part, dans les prochains jours, la charge de vulgariser ce nouveau code au profit des opérateurs économiques et des investisseurs, a-t-on indiqué. Safia T./APS

Prix

Le pétrole en baisse en Asie

Les cours du pétrole étaient orientés à la baisse, hier, dans un contexte d'échanges limités, les investisseurs réagissant à la hausse des activités de forage aux Etats-Unis. Vers 03h30 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en mai, cédait 47 cents à 52,71 dollars

dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en juin, perdait 48 cents à 55,41 dollars. Dans son décompte hebdomadaire, le groupe privé Baker Hughes a fait état vendredi d'une hausse du nombre de puits de forage en activité, ce qui signale une possible augmenta-

tion de la production américaine de pétrole de schistes, ce qui est de nature à limiter l'impact des baisses de production de l'Opep destinées à soutenir les cours. Les prix de l'or noir ont largement baissé depuis trois ans en raison d'une offre largement excédentaire. Pour soutenir les cours, l'Opep et des pays non membres

du cartel ont décidé l'année dernière de s'engager sur des baisses de production. Mais les Etats-Unis ne participent pas à cet accord. Les ministres des pays concernés doivent se réunir le 25 avril à Vienne pour discuter d'une possible prolongation de ces baisses de production, selon Bloomberg News. «Les prix

bougent en raison d'inquiétudes quant à une hausse de production du fait de l'augmentation du nombre de puits en activité aux Etats-Unis», a déclaré dans une note Dongyul Lim de CMC. Les échanges sont cependant limités car hier était férié dans de nombreux pays. R. E.

Changes

L'euro en légère hausse face au dollar sur un marché peu actif

L'euro montait très légèrement, hier, face au dollar sur un marché très peu actif en raison du long week-end de Pâques mais toujours vigilant sur le contexte géopolitique. Vers 06h15 GMT (08h15 à Paris), l'euro valait 1,0617 dollar contre 1,0612 dollar vendredi soir vers 21h00 GMT. La devise européenne baissait légèrement face à la monnaie japonaise, à 114,97 yens pour un euro contre 115,30 yens vendredi soir. Le dollar reculait aussi face à la devise japonaise, à 108,27 yens pour un dollar

contre 108,58 yens vendredi soir. Le marché des changes est peu actif en raison du long week-end de Pâques débuté vendredi avec la fermeture de la plupart des marchés financiers, mais continue à scruter de près l'actualité géopolitique, selon Stephen Innes, courtier chez Oanda. Les Etats-Unis n'excluent aucune option pour régler le problème des programmes balistique et nucléaire nord-coréens, a déclaré hier le vice-président américain, Mike Pence, lors d'une visite de la zone démilitarisée (DMZ)

séparant les deux Corées. «Avec la flotte de l'US Navy qui se positionne au large des côtes de la Corée du Nord, je pressens que la situation est bien en dehors de la zone de confort des optimistes pour le dollar et il y aura peu d'opposition à une poursuite du mouvement de baisse du billet vert», a estimé Stephen Innes dans un commentaire. La livre turque montait après la victoire étroite du oui au référendum lancé par le président Erdogan, à une parité de 3,6188 livres pour un dollar, sortant des

marges étroites autour d'une parité de 3,7 constatées les jours précédents le scrutin. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a remporté dimanche une courte victoire au référendum sur le renforcement de ses pouvoirs mais l'opposition, qui l'accuse de dérive autoritaire, criait à la fraude. «Je m'attends à une réaction réflexe des marchés turcs qui tenteront ensuite d'évaluer ce que cela signifie pour la politique, la politique économique et aussi les relations avec les alliés importants, Europe et Etats-Unis

inclus», a déclaré à l'agence Bloomberg News Tim Ash, stratège chez Bluebay Asset Management LLP à Londres. Vers 06h00 GMT, la livre britannique montait face à la monnaie européenne, à 84,70 pence pour un euro, comme face au billet vert, à 1,2533 dollar pour une livre. La devise suisse baissait face à l'euro, à 1,0669 franc pour un euro, mais aussi face au billet vert, à 1,0048 franc pour un dollar. Agences

Oran

L'ESAM mise sur l'amélioration de la formation assurée aux étudiants

■ L'Ecole supérieure de l'administration militaire (ESAM) d'Oran s'emploie à améliorer la formation assurée aux étudiants grâce à des conventions signées avec des établissements nationaux de l'enseignement supérieur, a annoncé le commandant de cet établissement, le général Meftah Hamid.

Par Lydia O.

S'adressant à la presse, en marge de l'inauguration de journées d'information sur l'Esam, le général Meftah a indiqué que le développement permanent de la formation reste un challenge que relèvent les cadres et les enseignants de l'établissement qui porte le nom du défunt Akhamoukh-Hadj-Moussa. L'Esam s'est ouverte aux universités nationales pour assurer une formation de qualité aux étudiants, a souligné le même officier supérieur, tout en saluant le grand essor que connaît le système de formation dans l'établissement, placé sous la double tutelle du MDN (ministère de la Défense nationale) et du Mesrs (ministère de



l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique). Le général Meftah a, par ailleurs, mis en exergue la qualité de la formation produite et basée sur

les TIC, soulignant que l'Ecole est dotée d'outils et d'applications technologiques de pointe en matière d'enseignement. L'esam compte parmi ses part-

naires diverses universités, facultés et écoles préparatoires d'Oran, Mostaganem, Alger et Mascara. Des conventions avec les universités de Sidi Bel-Abbès

et de Tlemcen seront signées prochainement pour renforcer la qualité de l'enseignement assuré, a-t-il ajouté, avant d'annoncer que son établissement lancera une formation en doctorat dans la filière de management et de gestion des affaires, troisième cycle du système LMD, adopté par l'Esam depuis 2009. Concernant la réalisation d'un nouveau siège de l'école, le général Meftah a indiqué que le projet, prévu à Bir El Djir, à l'est d'Oran, est en phase d'études techniques. Les travaux devront être lancés au deuxième semestre de l'année prochaine, a-t-il indiqué. Ces journées d'information devant se poursuivre jusqu'au 21 avril courant visent à informer les futurs bacheliers sur les modalités d'accès à l'école. L'étudiant rejoint l'Esam après une formation militaire de base d'un an au niveau de l'Académie interarmes de Cherchell. Il poursuivra ensuite des études de trois années, sanctionnées par une licence en gestion et sciences économiques ou en gestion et sciences commerciales. Une formation supplémentaire d'un an lui permettra de se spécialiser dans l'administration militaire. L'école, relevant de l'arme de l'intendance de l'ANP (Armée nationale populaire), assure des stages et des sessions de perfectionnement, de recyclage et autres programmés par l'Etat-major de l'ANP dans le cadre de la formation continue.

L. O./APS

Tizi Ouzou

Plus de 300 nouveaux foyers raccordés au gaz naturel à Tirmatine

Un total de 333 nouveaux foyers issus de trois villages de la commune de Tirmatine relevant de la daïra de Draâ Ben Khedda, à l'ouest de Tizi Ouzou, ont été raccordés au gaz naturel. La mise en service de ce combustible, attendue depuis des années par les citoyens des villages Tagroudja, Baloul et Ighil Ouguemoun, a été effectuée par le wali de Tizi Ouzou, Mohammed Boudarbali, qui a mené une visite d'inspection dans cette localité. Il a rappelé, à l'occasion, que «le raccordement continu de nouveaux foyers au réseau de gaz naturel à travers les différentes localités démontre de la bonne volonté de l'Etat à améliorer le cadre de vie des populations locales même dans

les coins les plus reculés de la wilaya». M. Boudarbali a rassuré également que le programme de raccordement des différents villages de la wilaya au gaz naturel se poursuivra jusqu'à atteindre le taux de 100%, malgré les différentes contraintes rencontrées sur le terrain, notamment les oppositions (des citoyens) et le relief accidenté. Le chef de service des mines au niveau de la direction des mines, Abdelkrim Ouchabane, a indiqué pour sa part que le raccordement des 333 foyers sur un total des 360 prévus dans ces villages entraine dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014 qui vise à porter le taux de raccordement au réseau de gaz naturel au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou

à 70%. Par ailleurs, le chef de l'exécutif de wilaya a procédé à la réouverture du bureau de poste du village Zerrouda, relevant de la même commune, fermé depuis 2003 et qui a subi dernièrement des travaux de réhabilitation. Il s'est aussi engagé à prendre en charge des travaux de réhabilitation d'un deuxième bureau de poste fermé au niveau du village Menasra, précisant que tous les bureaux fermés à travers la wilaya de Tizi Ouzou feront l'objet d'une remise en service progressive en vue d'alléger les souffrances des citoyens et rapprocher le service public des populations locales.

Hatem D.

Université de Tlemcen

Mise en service de 30 nouveaux laboratoires de recherche

Quelque 30 nouveaux laboratoires spécialisés dans la recherche scientifique et technologique ont été mis en service à l'université Aboubekr-Belkaid de Tlemcen, lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de Youm El Ilm. Ces nouveaux laboratoires sont ouverts au bloc du nouveau pôle universitaire et offrent toutes les commodités requises pour la recherche. Ils s'ajouteront aux 40 laboratoires

déjà mis en exploitation actuellement dans divers domaines encadrés par 1 000 chercheurs, toutes disciplines confondues. L'université de Tlemcen a été renforcée, ces dernières années, par de nombreuses infrastructures dont un centre de comptabilité, un centre d'enseignement à distance, une bibliothèque scientifique spécialisée de 400 places, un espace de recherches et études approfondies. Des tra-

vaux de réalisation de nouveaux projets sont en cours, dont un centre de sciences de toxicologie, un centre de santé publique destiné à la recherche et un centre de génie de la matière. A cette occasion, le directeur général de la recherche scientifique et développement technologique du ministère de tutelle, Abdelhafidh Aouaragh, a salué ces nouveaux acquis qui ouvriront le champ devant les cher-

cheurs pour atteindre des résultats servant la science et la croissance du pays. Il a rappelé la politique du ministère de tutelle visant à multiplier ce genre de laboratoires à travers les universités du pays pour relancer la recherche et renforcer le développement technologique du pays. Actuellement, plus de 800 laboratoires sont opérationnels dans les universités du pays, rappelle-t-on.

S. F./APS

Constantine

Distribution de plus de 2 500 logements cette semaine

Un quota de plus de 2 500 logements publics locatif (LPL) et des unités de type Cnep-immo sera «distribué dans le courant de cette semaine à Constantine», a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Il s'agit de plus de 1 000 LPL implantés à la ville Ali-Mendjeli, de près de 500 unités de même type à la commune d'Ain Abid, plus de 200 logements à caractère social dans la localité de Zighoud Youcef et 800 logements Cnep-immo réalisés à la ville Ali-Mendjeli, a-

t-on précisé de même source. Selon les services de la wilaya, la distribution de ces logements aura un impact considérable dans l'amélioration des conditions de vie des populations ciblées, d'autant que ces logements sont dotés de toutes les structures d'accompagnement nécessaires. La wilaya de Constantine compte distribuer d'ici à la fin de l'année 2017, «plus de 10 000 LPL dont les travaux ont été entièrement achevés et la phase des chantiers des raccordements de

la voirie et des réseaux divers (VRD) avance à un rythme jugé appréciable», a-t-on annoncé. S'agissant des logements Cnep-immo, la wilaya avait bénéficié d'un programme dépassant les 4 200 unités et avec la distribution du quota de 800 logements, il ne restera que 700 logements à remettre aux bénéficiaires, juste après la finalisation des travaux de VRD.

S. F./APS

Bordj Bou-Arréridj Huit cas de fièvre aphteuse enregistrés dans le milieu bovin

HUIT CAS de fièvre aphteuse ont été enregistrés parmi le cheptel bovin à Bordj Bou-Arréridj, apprend-on de la Direction des services agricoles (DSA). Cinq cas ont été signalés dans la commune de Bordj Ghedir, détaille la même source, qui a également évoqué trois autres cas confirmés au chef-lieu de wilaya, dont deux dans un marché à bestiaux, et un cas dans un abattoir communal. Toutes les démarches préventives ont été appliquées par les services de la direction agricole, notamment l'abattage de toutes les vaches atteintes de cette maladie, le lancement d'une campagne de vaccination et l'interdiction des déplacements des bêtes, a-t-on informé, soulignant que ces mesures interviennent en application du décret du ministère de la tutelle, précise la même source.

R. R.

Tunisie

Les protestations et les routes bloquées gagnent la capitale

■ Depuis quelques jours, la Tunisie connaît une vague de protestations sociales concentrée dans les régions intérieures du pays (Tataouine, Sfax, Kef, Gafsa).

Ph. : DR



Par Halim T.

De jeunes chômeurs, soutenus par la société civile, ont organisé des marches de protestation imposantes pour réclamer une série de choses comme l'emploi, le développement de leurs régions marginalisées depuis des décennies.

Des citoyens résidant dans la zone de Douar Hicher du gouvernorat de La Manouba, à la banlieue ouest de la capitale, Tunis, ont procédé au blocage de la route «chinoise» menant d'Al Mnihla à Oued Ellil. Ils ont dressé des barrages et brûlé des pneus. Ils protestent pour obtenir que l'Etat les desserve en eau potable et en électricité, alors que leurs maisons ont été érigées sans autorisation, et sur des terres agricoles. C'est dans ce contexte qu'une grève générale a été décrétée mardi à Tataouine sur fond de revendications socio-économiques dans cette région classée parmi les zones défavorisées et donc prioritaires dans le plan de développement régional. Cette grève coïncide avec des mouvements sociaux pacifiques observés

dans d'autres gouvernorats comme Kairouan, Gafsa et Le Kef. On rappelle que les jeunes protestataires de Tataouine ont rejeté les décisions prises par le Conseil ministériel du lundi 10 avril 2017.

Des partis politiques craignent une «instrumentalisation»

Plusieurs partis politiques se sont déclarés contre toute «instrumentalisation» des mouvements de protestation dans les régions à des fins politiques. Ils ont également appelé le gouvernement d'union nationale à agir pour satisfaire les revendications «légitimes» des manifestants. D'autres partis ont, toutefois, réaffirmé dans des communiqués séparés leur appui aux protestataires qui réclamaient leur droit à l'emploi et au développement par le gouvernement face aux demandes sociales. Dans une déclaration à la TAP, le président du groupe parlementaire Ennahdha Nouredine Bhiri, a dit comprendre les revendica-

tions légitimes des manifestants, jugeant, toutefois, indispensable de donner une chance au gouvernement Youssef Chahed. Le groupe parlementaire de Nidaa Tounes a réitéré son appui au gouvernement d'union nationale, soulignant la nécessité d'apporter un soutien politique au gouvernement Youssef Chahed. Le groupe a également appelé à la mise en œuvre des mécanismes de solidarité gouvernementale prévus par le «Document de Carthage». Le parti de l'Union patriotique libre (UPL) a dit soutenir les revendications des manifestants, toutes catégories confondues. Il a, dans ce sens, exprimé son appui aux mouvements de protestation observés par les étudiants en droit à Tunis, appelant le mouvement à agir face à leur demande. Le parti Al-Moubadara a indiqué qu'il suit avec grande préoccupation l'évolution des protestations dans les régions en cette étape délicate que connaît le pays. Al-Moubadara a insisté sur le caractère pacifique qui devait caractériser les mouvements de protestation exhortant les partis signataires du Document de Carthage et les partis représentés au

Parlement à se mettre autour de la table de dialogue pour trouver une issue à cette crise. Pour sa part, le parti Al-Joumhourî a plaidé en faveur d'un nouveau dialogue orienté vers l'évaluation de l'action du gouvernement et l'élaboration d'un programme efficace.

Entretien entre Béji Caïd Essebsi et Rached Ghannouchi

Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, a reçu au palais de Carthage, le président du Mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi, avec lequel il s'est entretenu sur la situation générale qui prévaut dans le pays. Les deux hommes ont convenu de la nécessité de trouver des solutions consensuelles aux différentes questions sociales qui se posent dans le pays, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. On rappelle que plusieurs manifestations de contestation ont éclaté dans différentes régions du pays, notamment Tataouine et au Kef, pour réclamer des emplois et la mise en œuvre des projets de déve-

loppement. Le dossier des prochaines élections, les efforts pour en faire un succès et la nécessité pour tous les partis politiques de s'y inscrire en ancrage de la démocratie locale et en parachèvement du processus de la transition démocratique du pays. LISIE a annoncé dernièrement avoir choisi la date du 17 décembre 2017 pour les élections municipales du pays, les premières depuis la révolution du 17 janvier 2011. Mais cette date ne fait pas l'unanimité au sein des partis politiques tunisiens, certains préférant les reporter pour 2018.

H. O./Agences

Conférence internationale de Dakhla

Les étudiants étrangers expriment leur solidarité avec le peuple sahraoui

LES DÉLÉGATIONS des étudiants étrangers participant à la Conférence internationale estudiantine et juvénile de solidarité avec le peuple sahraoui, tenue au camp de Dakhla des réfugiés sahraouis trois jours durant, ont exprimé leur solidarité «inconditionnelle» avec le peuple sahraoui qui mène une lutte légitime pour la liberté et l'indépendance. Les participants ont demandé, dans la déclaration finale, selon l'agence de presse sahraouie SPS, à l'Assemblée générale des Nations unies et en coopération avec l'Union africaine de fixer un calendrier précis pour la tenue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, afin que le peuple sahraoui puisse décider de son avenir sans plus tarder. Ils ont également appelé les Nations unies à préserver l'intégrité territoriale de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en tant que territoire non autonome, sujet d'un processus de décolonisation inachevé. La déclaration finale exhorte les Nations unies à assumer leurs responsabilités à travers des mesures concrètes, afin de trouver une solution juste et durable devant permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit légitime à l'autodétermination et à l'indépendance. Les participants ont également souligné la nécessité urgente de respecter le droit international humanitaire, appelant à la fourniture d'une aide humanitaire aux réfugiés sahraouis de manière préventive et durable.

R. M.

Le général Haftar tente de s'emparer d'un aéroport

L'appel à l'aide d'une Libye «au bord de la guerre civile»

Fayez al-Sarraj, le Premier ministre du gouvernement d'union nationale reconnu par l'ONU, a publié une lettre ouverte dimanche pour demander l'aide la communauté internationale afin de prévenir une escalade de la violence dans le sud du pays. Les forces du général Haftar qui contrôlent l'est du pays tentent de prendre le contrôle d'un aéroport stratégique jusqu'ici tenu par les alliés du gouvernement Sarraj. Il s'agit du premier conflit direct entre le gouvernement d'union nationale et les troupes de Haftar qui soutient le gouvernement de l'Est. «Nous vous demandons de prendre une position ferme et décisive vis-à-vis de cette escalade et nous appuierons toutes les décisions à même de rétablir la sécurité et la stabilité en Libye», a écrit Fayez al-Sarraj dans sa lettre

adressée notamment à l'Union européenne, l'ONU et la Ligue arabe. Plutôt que d'attaquer frontalement les forces du gouvernement d'union nationale à Tripoli, Khalifa Haftar a préféré lancer l'offensive au sud. Le 5 avril, le bras armé du gouvernement de l'est du pays a initié une attaque soutenue par des bombardements aériens pour s'emparer de l'aéroport de Tamenhint, à 600 km au sud de Tripoli. L'aéroport est sous le contrôle des brigades de Misrata, soutien armé du gouvernement de Fayez al-Sarraj. Tamenhint est stratégique pour deux raisons. Il s'agit de la principale base militaire du sud-ouest du pays. Il est aussi l'une des principales portes d'entrée pour contrôler les champs pétroliers de Sharara et Al-Filoun. Ces deux sites importants sont les principales réserves de

pétrole pour le gouvernement basé à Tripoli depuis que Haftar contrôle le Croissant pétrolier. C'est pourquoi le Premier ministre Fayez al-Sarraj, qui brandit la menace d'une «guerre civile», demande publiquement l'intervention de l'ONU, de l'Union européenne, et de la Ligue arabe. Il ne précise pas quel type d'aide, mais une intervention militaire directe est improbable. Le chef de mission de l'ONU en Libye, Martin Kobler, est sur le point d'être remplacé. Homme fort de l'est libyen et soutenu par l'Egypte, M. Haftar est appuyé par le Parlement élu basé à Tobrouk (est), hostile comme lui à l'exécutif de M. Sarraj. Ce dernier est issu d'un accord interlibyen signé fin 2015 au Maroc sous l'égide de l'ONU.

Souad F/RFI



Corée du Nord

Mike Pence recommande de «ne pas tester» la détermination de Trump

■ Le vice-président américain Mike Pence a recommandé hier à Pyongyang de ne pas tester la «détermination» de Donald Trump sur la question nucléaire, ni la puissance de l'armée américaine.

M. Pence a lancé cet avertissement lors d'une conférence de presse à Séoul après une visite très symbolique de la zone démilitarisée (DMZ), où il avait affirmé que «toutes les options» étaient «sur la table» pour régler le problème nord-coréen.

En violation des résolutions internationales, Pyongyang a de nouveau testé un missile dimanche, et de nombreux experts redoutent qu'un sixième essai nucléaire ne soit imminent au Nord, dans un contexte de fortes tensions sur la péninsule.

«Ces deux dernières semaines, le monde a été le témoin de la puissance et de la détermination de notre nouveau président lors d'opérations menées en Syrie et en Afghanistan», a déclaré Mike Pence en référence à la frappe

américaine contre une base aérienne du régime syrien et au largage d'une méga-bombe contre des jihadistes en Afghanistan.

«La Corée du Nord ferait mieux de ne pas tester sa détermination, ou la puissance des forces armées des États-Unis dans cette région», a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à Séoul.

Donald Trump, qui a promis jeudi que le «problème» nord-coréen serait «traité», avait annoncé auparavant l'envoi vers la péninsule coréenne du porte-avions Carl Vinson, escorté par trois navires lance-missiles, puis évoqué une «armada» comprenant des sous-marins.

Le N.2 du régime nord-coréen a répliqué samedi que son pays était prêt «à répondre à une guerre totale par une guerre totale» et «à toute attaque nucléaire par



R. A. D. R.

une attaque nucléaire de notre façon». M. Pence était arrivé dimanche en Corée du Sud, où sont stationnés 28 500 soldats américains, quelques heures après l'essai balistique raté de la Corée du Nord, et au lendemain d'un gigantesque défilé militaire à Pyongyang, où ont été exhibés une soixantaine de missiles et notamment ce qui semblait être un nouveau type de missile balistique intercontinental. «Nous anéantirons toute attaque et nous opposerons une réponse écrasante et efficace à toute utilisation d'armes conventionnelles ou nucléaires», a déclaré le vice-président lors de sa conférence de presse avec le président sud-coréen par intérim Hwang Ky-Ahn.

M. Pence a réaffirmé que l'ère de la «patience stratégique» était révolue, en référence à la doctrine de l'administration Obama qui consistait à refuser tout dialogue avec le Nord mais à durcir les sanctions afin que Pyongyang fasse des gestes tangibles vers la dénucléarisation, dans l'espoir que les tensions internes dans ce pays reclus provoquent du changement. La Corée du Nord

a «répondu à nos gestes d'ouverture par la tromperie délibérée, des promesses non tenues et des essais nucléaires et balistiques», a accusé M. Pence. Le vice-président s'était rendu dans la matinée dans le village frontalier de Panmunjom, où avait été signé le cessez-le-feu de 1953, à quelques mètres d'une démarcation qu'il a qualifiée de «frontière de la liberté». Il a affirmé que la relation entre Séoul et Washington était «à toute épreuve et inaltérable». Les tensions ont augmenté ces derniers mois, les essais balistiques nord-coréens entraînant des avertissements de plus en plus menaçants de Washington, qui eux-mêmes ont encore un peu plus enflammé la rhétorique nord-coréenne. Le nouveau et inexpérimenté président américain a plusieurs fois affirmé qu'il ne laisserait pas la Corée du Nord mettre au point un missile intercontinental susceptible de porter le feu nucléaire sur le sol américain.

Or Pyongyang justifie justement son programme nucléaire par la menace américaine. M. Trump s'est également dit prêt à

régler seul la question nucléaire nord-coréenne si Pékin ne parvenait pas à faire rentrer son turbulent allié dans le rang.

A Séoul, M. Pence a salué hier après-midi les efforts de Pékin: «C'est encourageant de voir que la Chine s'engage dans ce sens.» «Mais les États-Unis s'inquiètent des représailles économiques de la Chine contre la Corée du Sud après qu'elle eut pris des mesures appropriées pour se défendre», a-t-il aussi dit, en référence aux mesures de Pékin en réaction au déploiement du bouclier antimissile américain THAAD en Corée du Sud. La Chine, irritée par l'installation de Washington, qui eux-mêmes ont encore un peu plus enflammé la rhétorique nord-coréenne. Le nouveau et inexpérimenté président américain a plusieurs fois affirmé qu'il ne laisserait pas la Corée du Nord mettre au point un missile intercontinental susceptible de porter le feu nucléaire sur le sol américain. Or Pyongyang justifie justement son programme nucléaire par la menace américaine. M. Trump s'est également dit prêt à



Points chauds

Inquiétudes

Par Fouzia Mahmoudi

Si Recep Tayyip Erdogan s'est rapidement félicité hier de la victoire du oui au référendum lui accordant encore plus de pouvoirs et lui permettant de rester à la tête de la Turquie jusqu'en 2029, ses opposants et même certains de ses alliés étrangers ont tenu à calmer l'arrogance du président turc alors que le «oui» a gagné de peu. En effet, la chancelière allemande Angela Merkel, dont le pays compte la diaspora turque la plus importante, a exhorté hier Erdogan à chercher «un dialogue respectueux» avec tous les partis politiques après la courte victoire du «oui» au référendum lui accordant plus de pouvoirs. «Le gouvernement (allemand) attend que le gouvernement turc, après une campagne électorale dure, cherche maintenant un dialogue respectueux avec toutes les forces politiques et dans la société», a souligné la chancelière dans une courte déclaration conjointe avec son ministre des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel. Berlin a dit «prendre acte» du résultat provisoire du vote qui a vu le «oui» l'emporter avec 51,37% après dépouillement des bulletins dans 99,45% des urnes. Le gouvernement allemand «respecte le droit des Turcs et des Turques de décider de leur Constitution», ajoute-t-elle, tout en soulignant

que «le résultat serré montre à quel point la société turque est profondément divisée». «Cela signifie une grande responsabilité pour les dirigeants turcs et pour le président Erdogan personnellement», poursuit-elle alors que le chef de l'État turc a mené une violente campagne verbale contre les dirigeants allemands après l'interdiction de meetings électoraux pro-Erdogan en Allemagne. Berlin a également appelé à «des discussions politiques le plus vite possible» avec Ankara «aussi bien au niveau bilatéral qu'entre les institutions européennes et la Turquie». Merkel a également dit attendre les premières évaluations des observateurs de l'OSCE et du Conseil de l'Europe sur le déroulement du scrutin. Elle a toutefois rappelé «les sérieux doutes» exprimés par le Conseil de l'Europe et l'OSCE concernant ce référendum. Le principal parti d'opposition turc a de son côté réclamé hier l'annulation du référendum, dénonçant des irrégularités. «Il n'y a qu'une seule décision à prendre (...) C'est l'annulation du scrutin par le Haut-Conseil électoral (YSK)», a déclaré Bülent Tezcan, vice-président du CHP (social-démocrate), cité par l'agence de presse Dogan. Le CHP, ainsi que le parti kurde HDP, ont vivement critiqué une décision prise par le YSK d'accepter comme valides les bulletins non marqués du sceau officiel des autorités électorales. L'opposition y a vu une manœuvre rendant possible des fraudes. Tezcan a en outre affirmé hier que de nombreux électeurs n'avaient pas pu voter secrètement et que des opérations de comptage s'étaient déroulées à l'abri des regards. Les démonstrations d'inquiétudes se manifestent ainsi de toutes parts à l'encontre d'Erdogan qui après l'extraordinaire purge de l'été dernier, pourrait mener des exactions injustifiées et impunies envers toute opposition dans le pays. Et la purge qui a touché des dizaines de milliers de personnes ces derniers mois indique l'ampleur du massacre que pourrait commettre Erdogan avec des pouvoirs désormais renforcés.

F. M.

Cachemire indien

Vague de violences

Des dizaines d'étudiants ont été blessés hier dans des échauffourées avec les forces de l'ordre au Cachemire indien, une nouvelle flambée de violences dans cette région disputée entre l'Inde et le Pakistan.

La police a tiré des gaz lacrymogènes sur des étudiants manifestant à Srinagar, capitale d'été de l'État du Jammu-et-Cachemire, d'où des rassemblements de contestation se sont propagés en différents endroits de la vallée.

«Les étudiants protestent dans quelques universités. Nous gérons la situation», a déclaré à l'AFP un haut responsable de la police sous couvert d'anonymat.

Le plateau himalayen du Cachemire est divisé entre l'Inde et le Pakistan, qui en revendiquent chacun la totalité. Depuis la Partition de 1947, New Delhi et

Islamabad se déchirent pour le contrôle de la région, un conflit dont découle une insurrection séparatiste dans la partie indienne.

Un syndicat étudiant interdit a appelé les jeunes Cachemiris à manifester contre «la règle de la répression et la peur» après une descente des forces de l'ordre samedi sur un campus du district de Pulwama, opération au cours de laquelle au moins une soixante de jeunes ont été blessés.

Le Cachemire indien est sous haute tension depuis que huit personnes ont été tuées par la police et les paramilitaires dans des heurts lors d'élections le 9 avril dernier.

Ce week-end, quatre personnes ont trouvé la mort dans la vallée, dont un vendeur de rue abattu par des paramilitaires.

Trois personnes – dont un ancien meneur de la contre-insurrection et un procureur – ont elles été assassinées par des insurgés présumés.

Dans un autre incident, la police a ouvert une enquête sur la possible utilisation par l'armée indienne d'un bouclier humain.

Un film durant onze secondes circulant la semaine dernière sur internet montrait un homme ligoté sur une jeep militaire pour, vraisemblablement, dissuader les jets de pierres sur les soldats.

Cette vidéo a déclenché un tollé dans le pays et était largement débattue dans la presse indienne.

«Nous avons lancé une procédure contre les soldats» au titre de séquestration et d'intimidation criminelle, a indiqué hier à l'AFP Ghulam Hassan Bhat, un responsable de la police.



Médailles «Athir» et «Achir»

Des hommes de lettres et des artistes décorés par Bouteflika

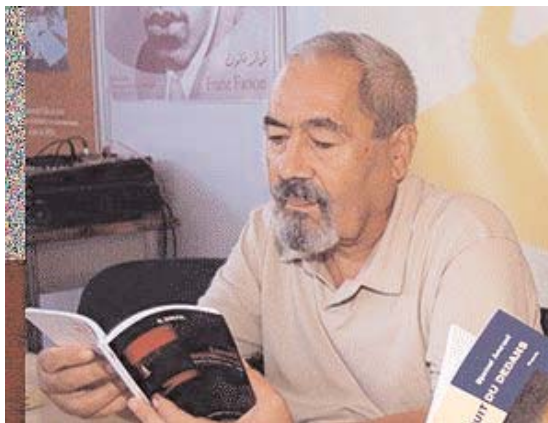
■ Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a décerné, dimanche, 31 médailles de l'Ordre du mérite national au rang de «Athir» et «Achir» à des hommes de lettres et des artistes, lors d'une cérémonie organisée à l'Opéra d'Alger «Boualem-Bessaïh».

Par Adéla S.

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, a remis ces médailles en présence d'intellectuels, d'artistes et de ministres.

A cette occasion, la médaille du mérite national au rang de «Athir» a été remise au fils du défunt Boualem Bessaïh.

La médaille de l'Ordre du mérite national au rang de «Achir» a été remise, à titre posthume, à 15 éminentes personnalités dont des artistes, des hommes de lettres et des chercheurs algériens. Il s'agit de : Abderrahmane Hadj Salah, académicien et chercheur linguistique, Abou Laid Doudou, écrivain, traducteur et académicien, Nabhani Kribaâ, philosophe et penseur, Cheikh Bouamrane, philosophe, penseur et académicien, Mouloud Mammeri, pen-



seur, écrivain et anthropologue, Chaâbane Ouahioune, écrivain et romancier, Djamel Amrani, poète, Yamina Mechakra, écrivaine et chercheuse universitaire, Baya Mahieddine (Fatma Haddad), artiste peintre, Brahim

Beladjab, artiste et chercheur en patrimoine, Amar Aït Zaï (Amar Ezzahi), artiste populaire, Tayssir Akla, musicien et artiste, Ahmed Ben Bouzid (Cheikh Attalah), artiste et homme de théâtre, Mohamed Salim Riad,

réalisateur cinématographique, Hadj Rahim, réalisateur cinématographique. Ont également reçu la médaille du mérite national au rang de «Achir», MM. El Cheikh Saïd Kaabache, savant et exégète du Saint Coran, Abdelmadjid Meskoud, artiste, Hasna El bacharia, artiste, Akli Yahiatene, artiste, Mohamed Lamari, artiste.

La fille du défunt artiste Houari Blaoui a reçu la médaille qui a été décernée à son père alors que la médaille remise au musicien Fadhel Noubli a été remise à son frère.

La même médaille a également été remise à Lounis Aït Menguellet, poète et artiste, Mounir Bouchenaki, expert en archéologie, Djouher Amhis Ouksel, écrivaine et éducatrice, Larbi Dahou, écrivain et poète, Mohamed Salah Seddik, écrivain, Choukri Mesli, artiste plasticien, Nacereddine Saïdouni,

historien, Mohamed Abou El Kacem Khemar, poète.

Dans son intervention à cette occasion, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a affirmé que «le Président Bouteflika célèbre, comme à son accoutumée, la journée du Savoir en honorant les intellectuels, les hommes de lettres et les artistes qui ont dignement représenté l'Algérie dans les foras internationaux».

La cérémonie de remise des médailles a été suivie d'une soirée musicale animée par la troupe de l'Opéra d'Alger.

A. S./APS)

Rendez-vous culturels

Opéra Boualem Bessaïh

Le 28 avril à 19h :

Concert-hommage à la légende du jazz, Duke Ellington, disparu il y a plus de 40 ans.

Musée du Bardo (Alger)

Du 23 avril au 22 mai :

L'exposition «La culture assaillie», organisée par l'ambassade des Pays-Bas en Algérie, en collaboration avec le Musée national du Bardo, Ezzouart Galerie du centre commercial et de loisirs de Bab-Ezzouar

Jusqu'au 27 avril :

Exposition «Aux temps des tons d'art» de l'artiste peintre Abbou Abdelkader Dadi.

Galerie des Ateliers Bouffée d'Art

Jusqu'au 6 mai :

Exposition-vente «Expressions Croisées» de l'artiste plasticien Yacine Aidoud.

Galerie d'Arts Asselah

Jusqu'au 27 avril :

Exposition de peinture de l'artiste Fatima Bisker.

Palais Mustapha-Pacha (Basse-Casbah, Alger)

Jusqu'au 28 avril :

Exposition de photographies de l'Espagnol Nicolas Müller (1913-2000) sur le patrimoine ibérique.

Salle d'exposition du siège de l'APC d'Oran

Jusqu'au 23 avril :

Exposition photographique dédiée à Miguel de Cervantès (1547-1616) dans le sillage du 4^e centenaire de la mort de l'auteur de Don Quichotte.

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (El-Biar, Alger)

Jusqu'au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maâmar.

Galerie d'Art Sirius (Téléme, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Concours international de composition épistolaire

16 lauréats primés et une élève choisie pour représenter l'Algérie

Seize élèves lauréats du Concours national de composition épistolaire organisé par le ministère de la Poste et des TIC en collaboration avec le ministère de l'Education nationale en prévision du 46^e Concours international de composition épistolaire, ont été distingués dimanche à Alger.

Parmi les 4 premiers lauréats de ce concours, l'élève Rouikha Grini de Jijel a été choisie pour participer au Concours international de composition épistolaire organisé par le Bureau international de l'Union postale universelle (UPU), grâce à sa lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, l'exhortant à la nommer conseillère pour soulever les problèmes qui sévissent dans le monde. Seize élèves de plusieurs wilayas ont été retenus pour ce concours marqué par la rédaction de 1 000 lettres dans deux langues nationales et deux langues étrangères avec pour thème les nombreux défis qui se posent au monde, notamment la pauvreté, le rôle de la femme dans la société et les défis environnementaux et économiques. A cette occasion, l'élève Celia Babassi de Boumerdes a été primée pour sa lettre rédigée en tamazight sur le rôle de la femme dans l'éducation des enfants et dans le développement socio-économique.

Ledit concours, qui coïncide avec la célébration de Yaoum el Ilim, «se veut une occasion pour développer les capacités intellectuelles et le sens de créativité chez les élèves, les sensibilisant ainsi aux problèmes qui secouent le monde, tout en leur offrant l'opportunité d'exprimer leurs souhaits et visions futurs et de proposer des solutions à ces défis», a affirmé la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit, à cette occasion. «La place du savoir est désormais incontestable dans un monde qui vit au rythme d'un développement technologique effréné exigeant une formation continue

des enseignants, d'autant que la qualité de l'école se mesure au niveau de l'enseignement», a ajouté la ministre.

«Il est du devoir de l'école de permettre à l'élève d'acquérir des méthodes pratiques d'apprentissage, de critique et d'adaptation à toute situation», a affirmé M^{me} Benghabrit, ajoutant que son secteur «aspire à accompagner l'élève pour en faire un adulte épaulé et responsable».

La ministre a insisté, en outre, sur l'impératif d'«évaluer les compétences intellectuelles de l'élève dans l'analyse, le résumé et l'expression orale».

A cet effet, une consultation nationale sur le système d'évaluation pédagogique a été lancée avec la participation de plus de 95% d'enseignants qui ont répondu au questionnaire dont ils étaient destinataires, a-t-elle indiqué, ajoutant que «les résultats de cette opération seront connus lors du colloque national prévu le 29 avril en cours».

La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, Houda-Imane Faraoun, a pour sa part mis l'accent sur l'importance de poursuivre la «généralisation de l'enseignement de qualité et la promotion de la formation sous tous ses aspects». Elle a souligné, dans ce sens, que le «développement des infrastructures d'enseignement et de formation à travers le territoire national figureraient parmi les axes prioritaires dans les politiques d'investissement durant les deux dernières décennies, rappelant le souci du président de la République à vouloir assurer un encadrement de qualité, partant du principe que le meilleur investissement est celui de la ressource humaine».

M^{me} Faraoun a estimé nécessaire d'«introduire les TIC dans le système de formation afin de réduire progressivement le fossé numérique». Ceci ne peut se faire, a-t-elle indiqué, sans la «modernisation et la numéri-

sation du secteur de l'éducation à travers la réduction des fossés cognitifs, la participation à la formulation du contenu sur le réseau, la sécurisation des échanges et la crédibilité des informations».

Elle a estimé, dans ce contexte, que l'acquisition du savoir et des connaissances revêt une importance capitale et figure parmi les question nationales, car contribuant à la stabilité sur le double plan interne et externe, au développement et à la prospérité. Selon M^{me} Faraoun, la qualité de l'enseignement a un impact sur le progrès économique, estimant que la «science est l'arme du futur et la garantie de la pérennité des nations, notamment à l'ombre de la technologie et de la révolution informatique».

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, considère que le «développement social dans les différents domaines est étroitement lié au développement de la science et des connaissances à travers la promotion du niveau de l'éducation pour former une génération forte et consciente de ses responsabilités vis-à-vis de sa société et de sa patrie».

Le ministre a estimé nécessaire d'«ancrer chez les enfants la culture authentique et ancestrale afin qu'ils puissent relever les défis à l'âge adulte, tout en veillant à leur apprendre comment traiter l'information, notamment dans ce contexte marqué par les nouvelles technologies».

Pour sa part, la présidente du jury, Aicha Barki, a loué l'organisation de ce genre de concours destinés aux élèves scolarisés, ce qui permettra de choisir les lauréats du concours national puis la lauréate pour représenter l'Algérie au Concours international de compositions épistolaires (CICE) organisé par l'Union postale universelle (UPU), rappelant que le jury a reçu plus de 10 000 participants dont 16 lauréats ont été choisis.

Racim C.



Coup-franc direct

Zetchi devra se reprendre

Par Mahfoud M.

A lors que la désignation d'Alcaraz à la tête de la sélection nationale ne peut être critiquée dès maintenant puisqu'il faudra lui accorder du temps, celle par contre de Tikanouine est par contre discutable. En effet, le nouveau patron de la FAF, Kheireddine Zetchi, devrait se reprendre et bien réfléchir avant d'entreprendre une quelconque désignation de la sorte. Il faut savoir que le nouveau DTN est d'un âge avancé (73 ans), ce qui n'est pas fait pour arranger les choses, sachant que les méthodes de formation ont changé et qu'il faut maintenant de nouvelles approches que seuls les techniciens à la page des nouvelles techniques et technologies peuvent réussir. La preuve est que Tikanouine sera maintenant dans l'obligation de prendre en main la sélection olympique par intérim après le départ de Toufik Korichi, ce qui ne sera pas chose aisée pour lui qui n'a pas refoulé le terrain depuis une très longue période. Il est clair que le président de la Fédération s'est beaucoup empressé et qu'il devait entreprendre des débats élargis pour trouver la bonne personne pour ce poste très important dans la hiérarchie d'une structure de gestion du football national comme la FAF. Il devra se remettre en question pour ne pas tomber dans ce genre d'erreurs à l'avenir. **M. M.**

Championnats d'Afrique 2017 de judo (3^e journée) L'EN décroche le titre par équipes (messieurs et dames)

LES SÉLECTIONS algériennes de judo (messieurs et dames) ont été sacrées championnes d'Afrique par équipes en battant leurs homologues tunisiennes en finales de la compétition disputées dimanche dans la capitale malgache Antananarivo. Grâce à ce double succès, l'Algérie remporte haut la main le titre africain en portant son total à 20 médailles (9 en vermeil, 5 en argent et 6 en bronze). Lors de la 3^e et dernière journée disputée en par équipes, la sélection masculine, exempte au 1^{er} tour, s'est imposée devant le Cameroun au 2^e tour, avant de battre l'Égypte en demi-finale puis la Tunisie en finale. Chez les dames, les Algériennes ont réalisé un parcours sans faute en dominant respectivement la Guinée (1^{er} tour), le Cameroun en demi-finale et l'Égypte en finale. Au classement final, l'Algérie consolide

sa 1^{re} place, devant respectivement la Tunisie (3 or, 7 argent et 1 bronze) et l'Égypte (2 or, 2 argent et 7 bronze). Les sept autres médailles d'or algériennes ont été décrochées par Kaouthar Oualal (-78 kg), Sonia Asselah (+78 kg), Meriem Moussa (- 52 kg), Lyes Bouyacoub (-100 kg), Houd Zourdani (- 66 kg) et le doublé de Nadjib Temmar (+100 kg et Open). Les autres médailles algériennes ont été remportées par Mohamed Rebahi (-60 kg), Wali Ezzine (-66 kg), Ratiba tariket (-57 kg), Sonia Asselah (Open) et Imene Agouar (-70 kg) pour l'argent, alors qu'Amina Belkadi (-63 kg), Faiza Aissahine (-52 kg), Oussama Djeddi (-73 kg), Souad Belakhal (-70 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mehdi Lili (+100 kg) se sont adjugés le bronze.

Handisport/Comité paralympique africain (CPA)

Mohamed Hachefa élu au bureau exécutif

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne handisport (FAH), Mohamed Hachefa a été élu au bureau exécutif du Comité paralympique africain (CPA) pour le mandat paralympique en cours (2017-2020), rapporte dimanche la presse angolaise. Mohamed Hachefa a été élu lors des travaux de l'Assemblée générale ordinaire de l'instance africaine tenus à Luanda (Angola). Les représen-

tants de 32 pays ont plébiscité l'Angolais Leonel da Rocha Pinto, seul candidat à sa propre succession à la présidence de l'instance africaine. L'Assemblée générale du CPA, tenue pendant trois jours, a été précédée par un séminaire pour le développement du para-sport en Afrique en présence des représentants du Comité international paralympique.

Ligue de football professionnel (LFP) L'Agex aura lieu le 17 mai

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE extraordinaire de la Ligue de football professionnel (LFP) prévue initialement le 7 mai a été décalée au 17 du même mois au centre technique national de Sidi Moussa (11h00), a annoncé la LFP dimanche sur son site officiel. La reconfiguration du Conseil d'Administration et la poursuite des activités de la Ligue seront à l'ordre du jour de cette assemblée extraordinaire de la LFP. Le président de la LFP Mahfoud Kerbadj dont le mandat expire en 2019, a indiqué mardi dernier à la presse spécialisée qu'il démissionnera de son poste à la fin de la saison en cours.

Éliminée de la Coupe de la CAF Place au championnat pour la JSK

■ La JS Kabylie a été éliminée de la course à la phase des poules de la Coupe de la Confédération africaine après le nul face au TP Mazembé au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou avant-hier soir.

Par Mahfoud M.

Les Canaris n'ont, ainsi, pas réussi à remonter le score de l'aller qui était de (2/0) à Lubumbashi, et n'arrive pas donc à créer l'exploit que tout le monde attendait. Pour les puristes de la balle ronde cela était prévisible d'autant plus que les Kabyles ont eu à faire à une redoutable formation et qui n'est autre que le tenant du titre de la Coupe de la CAF et plusieurs fois sacrée aussi à la Ligue des champions d'Afrique. Malgré les changements apportés par le coach, Mourad Rahmouni, qui voulait injecter du sang neuf en faisant confiance à de jeunes du cru, cela n'a pas été pour autant payant, et l'attaqué kabyle n'a pas réussi à transpercer la défense congolaise. Il faut dire que les éléments de la ligne d'attaque de la JSK étaient dans un jour sans et n'ont pas pu imprégner le rythme qu'il fallait à cette rencontre sachant que les Congolais ont fait ce qu'il faut faire quand on détient une avance de deux buts, à savoir de bien défendre en arrière et procéder par des contres rapides. L'incorporation de Zerguine en seconde période à la place



Les Canaris se concentreront sur le maintien

d'Zergouf, transparent tout au long de la première mi-temps, n'a rien changé puisque ce dernier ne réussira pas aussi à trouver la faille. Malgré cela, les Canaris sortent avec les honneurs de cette compétition puisqu'il n'est pas donné à n'importe quelle équipe de tenir tête à cet ogre de l'Afrique qui est venu pour défendre son prestige alors que la JSK est en pleine phase de reconstruction. Néanmoins, cette élimination en Coupe de la CAF n'est pas vraiment une catastrophe pour le club, puisqu'elle lui permettra de se concentrer sur le championnat

pour réussir le principal objectif qui est de se sauver de la relégation en Ligue II. Les Canaris doivent, maintenant, se mobiliser comme il se doit pour tenter de sortir de la zone rouge en essayant surtout de remporter tous ses matchs en retard, sachant qu'ils seront soumis à un véritable marathon avec de nombreuses rencontres à disputer en un temps relativement court. Le premier défi qui attendra la JSK est ce match face au CAB au stade du premier novembre de Batna qui sera certainement difficile à aborder. **M. M.**

MC Alger

Mouassa reste confiant

L'ENTRAÎNEUR du MC Alger (Ligue 1 Mobilis) Kamel Mouassa a indiqué qu'il n'était pas inquiet par la nouvelle programmation de la Ligue de football professionnel (LFP) même si son équipe sera appelée à disputer plusieurs matchs en un laps de temps court. "Personnellement, je préfère avoir une équipe qui joue trois matchs par semaine plutôt que d'avoir quinze entraînements. C'est un programme chargé certes, mais toutes les grandes équipes jouent sur trois fronts", a

affirmé le coach du Doyen à la presse samedi soir. Mouassa s'exprimait à l'issue de la victoire du Mouloudia face aux Tanzaniens de Young Africans (4-0) dans le cadre des 16^{es} de finale bis (retour) de la Coupe de la Confédération africaine (CAF), synonyme de qualification à la phase de poules de l'épreuve (ndlr, défaite 1-0 à l'aller). Selon le dernier calendrier dévoilé par la LFP, le MCA disputera trois matchs de mise à jour du championnat en l'espace de huit jours : le 21 avril face au MC

Oran, le 24 avril face au MO Béjaïa et le 29 avril devant la JS Saoura. Le club de la capitale reste engagé également en Coupe d'Algérie où il affrontera l'ES Sétif en demi-finales dont les dates ne sont pas encore connues. «Nous devons continuer dans cet état d'esprit et essayer d'aller le plus loin possible dans cette Coupe de la Confédération. Notre premier objectif de passer pour les poules a été atteint, à nous maintenant de viser plus haut», a ajouté Mouassa.

Ligue 1 française /Classement des buteurs

Boudebouz à la 10^e place

Le meneur de jeu international algérien du Montpellier Hérault Sport Club, Ryad Boudebouz a intégré le Top 10 des meilleurs buteurs du championnat de Ligue 1 française de football, en inscrivant son onzième but personnel cette saison lors de la 33^e journée, ayant vu son équipe l'emporter (2-0) contre les Merlus de Lorient, samedi soir au stade La Mosson. L'ex-sochalien partage cette 10^e place, à égalité de buts, avec le fer de lance de l'OGC Nice, Alassane Plea, loin derrière l'international uruguayen du Paris Saint-Germain, Edinson

Cavani (1er / 29 buts), de l'international français de l'Olympique Lyonnais, Alexandre Lacazette (2^e / 24 buts) et de l'international colombien de l'AS Monaco, Radamel Falcao (3^e / 18 buts). Boudebouz (27 ans) avait ouvert le score pour le MHSC d'une belle frappe enroulée à la 8^e minute de jeu, et c'est le Belge Mbenza qui a doublé la mise à la 27^e minute, pour une victoire finale (2-0). Un deuxième succès consécutif pour Montpellier, après celui obtenu il y a une semaine contre le Stade Malherbe de Caen, permet au club sudiste de remonter à la

12^e place au classement général avec 39 points, augmentant ainsi ses chances de maintien parmi l'élite du football français. L'international algérien, qui du point de vue "statistiques" réalise l'une de ses meilleures saisons depuis qu'il a signé son premier contrat professionnel, occupe également la 3^e place au classement des meilleurs passeurs, avec huit offrandes en 28 matchs. Il est précédé du Marseillais Morgan Sanson et du Niçois Jean Michel Seri, qui se partagent la première place, avec neuf passes décisives chacun.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

En raison d'une grève des travailleurs

Le journal «Liberté» absent des kiosques

LE JOURNAL «Liberté» était absent des étals lundi, en raison d'un mouvement de grève, entamé dimanche, par les travailleurs de ce quotidien, suite au licenciement des membres de la section syndicale. Le secrétaire général de la section syndicale du journal, Omar Bourebaba, a indiqué à l'APS que cette grève «sera maintenue jusqu'à la satisfaction de nos revendications, à savoir l'annulation du licenciement abusif des membres de la section syndicale et leur réintégration dans leurs postes de travail». «Tous les membres de la section syndicale viennent de recevoir une décision de licenciement abusif et ce en violation de toutes les lois de la

République», a ajouté le responsable syndical qui reproche à la direction «de remettre en cause et d'une manière définitive les acquis des travailleurs». Pour sa part, la direction du journal a indiqué, dans un communiqué diffusé dimanche, sur le site internet du journal, que cette grève «illégal» avait été organisée suite à une «entrave» au fonctionnement de l'entreprise, commise «sous couvert de leur qualité de syndicalistes», le 10 avril, ajoutant qu'ils ont «récidivé» dimanche en «occupant, avec d'autres travailleurs, les locaux de la PAO, empêchant de fait» la confection technique du journal que la «rédaction avait pourtant réalisé». R. N./APS

Pharmacie

L'Algérie abritera en mai le Forum pharmaceutique africain

ABRITERA du 14 au 16 mai prochain le Forum pharmaceutique africain, a annoncé lundi le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière chargé de l'intérim du ministère des Travaux publics et des Transports, Abdelmalek Boudiaf. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience qu'il a accordée au président de l'Inter ordre des pharmaciens africains, le D^r Kounde Kpoto, M. Boudiaf a fait savoir que ce forum, qui regroupera quelque 3 000 participants venant de 32 pays, sera une occasion «pour évoquer la coopération pharmaceutique entre l'Algérie et l'Afrique et pour faire ainsi le point sur les nouveautés dans le domaine de la production pharmaceutique». Ce forum réunira les ordres de pharmaciens, les spécialistes ainsi que tous les acteurs actant dans le domaine de la santé et particulièrement la pharmacie. Près de 60 laboratoires pharmaceutiques nationaux, internationaux et africains prendront part à cet événement qui abordera aussi des thématiques sur la gouvernance et

le développement de la production pharmaceutique en Algérie et en Afrique. Par ailleurs, M. Boudiaf a indiqué que «l'Algérie envisage de créer une agence africaine du développement de l'industrie pharmaceutique pour harmoniser ses lois et ses règlements». Selon lui, l'objectif de la création de cette agence vise à «nouer en premier lieu une relation avec l'Afrique pour la création d'outils de production qui vont concourir au développement du secteur dans le continent, et créer les conditions lui permettant de mieux régulariser ses échanges et de mieux fixer ses choix de santé». L'Algérie «est devenue une base dans la production pharmaceutique», a indiqué M. Boudiaf, ajoutant que «tous les moyens sont disponibles pour que notre pays puisse développer davantage sa couverture pharmaceutique et exporter». «L'Algérie exporte des produits pharmaceutiques aux pays africains et nous avons tous les moyens qui nous permettent d'être au même niveau des pays développés dans ce domaine», a-t-il souligné. Yanis G.

Embuscade tendue par l'ANP

Un terroriste abattu à Jijel

UN TERRORISTE a été abattu dimanche à Jijel, suite à une embuscade tendue menée à la zone de Oued Essafsaf par un détachement de l'Armée nationale populaire, qui a récupéré un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, indique lundi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une embuscade tendue menée à la zone de Oued Essafsaf, commune de Boudriaa Ben Yadjis, wilaya de Jijel, un détachement de l'Armée nationale populaire a éliminé, le 16 avril 2017, un terroriste et récu-

péré un pistolet mitrailleur de type kalachnikov», précise la même source. Dans le même contexte, des détachements de l'ANP ont découvert à Skikda et Blida, «deux abris pour terroristes, un atelier de fabrication d'explosifs, une bombe de confection artisanale et une quantité de munitions». Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, «3 contrebandiers et saisi 4 camions, 5,7

les Algériens sont accros à internet



LOWMIS

Djalou@hotmail.com

Célébration du 37^e anniversaire du printemps amazigh

Un Salon dédié au patrimoine ouvert à Tizi Ouzou

■ Dans le cadre des festivités de la célébration du 37^e anniversaire du printemps amazigh du 20 avril 1980, un Salon dédié aux potentialités patrimoniales a été ouvert hier à Tizi Ouzou.

Par Hamid M.

Placé sous le thème «Richesses et investissement», le Salon a vu la participation d'une cinquantaine d'exposants représentant les différents secteurs d'activités dans des stands installés au niveau des placettes de l'ancienne mairie et de l'olivier de la ville de Tizi Ouzou. Le Salon est organisé par les services de la culture, du tourisme, de l'artisanat, de l'agriculture, de l'environnement, des forêts, du commerce et de l'industrie. Ainsi les



visiteurs de ce Salon pourraient découvrir des produits du terroir comme la vannerie, l'habit traditionnel, des plats traditionnels, la poterie et autres. L'objectif de la manifestation est de vulgariser les richesses du patrimoine amazigh et rendre hommage à tous et toutes celles et ceux qui ont contribué à la sauvegarde de cette même richesse, selon ses organisateurs. Au programme également de ce Salon une table ronde autour de «La numérisation de la production culturelle d'expression amazighe» au niveau du petit théâtre de la maison de la culture Mouloud-

Mammeri, des contes kabyles «Axxam nnegh 10h: Timucuha i warac» à la bibliothèque principale de lecture publique et la projection du film «Fatma N'soumer» de Belkacem Hadjadj qui sera suivie d'un débat. A noter que le coup d'envoi de cette manifestation a été donné par le wali de Tizi Ouzou, Mohamed Bouderbali. Au cours de la visite des stands, le chef de l'exécutif a longuement écouté les préoccupations des producteurs de différents produits de l'artisanat liées notamment à leur commercialisation.

H. M.